



DIECCTE La Réunion
Direction des Entreprises,
de la Concurrence,
de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi de la Réunion



DAAF La Réunion
Direction de l'Alimentation, de
l'Agriculture et de la Forêt de La
réunion



GUIDE ACADÉMIQUE DE PRÉVENTION DES RISQUES EN FORMATION INITIALE SOUS STATUT SCOLAIRE

Dérogation aux travaux
réglementés pour les jeunes
de 15 ans à 18 ans

Version novembre 2019

Procédure unique pour tous les E.P.L.E./ E.P.L.E.F.P.A.

Sommaire

1-Présentation

- 1.1 Les objectifs du guide
- 1.2 Point à retenir

2-La politique de prévention

2.1 Généralités

2.2 Les acteurs de la prévention

- 2.2.1 Au niveau académique
 - 2.2.1.1 Les inspecteurs santé et sécurité au travail (ISST)
 - 2.2.1.2 Le conseiller de prévention académique
 - 2.2.1.3 Les médecins Conseillers Techniques et le médecin de Prévention
- 2.2.2 Au niveau de l'établissement (EPLE/EPLEFPA)
 - 2.2.2.1 Le chef d'établissement
 - 2.2.2.2 Le secrétaire général dans les EPLEFPA
 - 2.2.2.3 Le directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques
 - 2.2.2.4 Les assistants de prévention
 - 2.2.2.5 Les infirmier (ère) et médecins de l'éducation nationale et l'enseignement agricole

2.3 Les outils de prévention de l'établissement

- 2.3.1 Le Registre Santé et Sécurité au Travail
- 2.3.2 Le Document Unique d'Évaluation des Risques
- 2.3.3 Le Programme Annuel de Prévention
- 2.3.4 Le rapport annuel

2.4 La commission hygiène et sécurité (CHS/CoHS)

2.5 Le cadre réglementaire

3-Mise en œuvre des dérogations aux travaux réglementés pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de 18 ans en milieu scolaire.

3.1 Principe de dérogations

- 3.1.1 Public concerné
- 3.1.2 Champs d'exclusion

3.2 Procédure de dérogation

- 3.2.1 Conditions préalables
- 3.2.2 Contenu de la déclaration de dérogation
- 3.2.3 liste des informations tenues à disposition des agents de contrôle
- 3.2.4 L'avis médical préalable à l'affectation au jeune à des travaux réglementés

3.3 Renouvellement de la demande de déclaration de dérogation pour le lieu de formation

3.4 Les contrôles de l'inspection du travail

3.5 Les dérogations individuelles permanentes pour les jeunes travailleurs

4-Annexes :

Annexe 1 : notice d'utilisation du formulaire de déclaration de dérogation aux travaux interdits en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans en formation professionnelle

Annexe 2 : Formulaire de déclaration de dérogation aux travaux interdits en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans en formation professionnelle

Annexe 3 : Information à tenir à la disposition de l'inspection du travail en cas de contrôle.

Annexe 4 : Décret n°2019-253 et de l'instruction DGT-Les établissements scolaires sont également concernés par ces mesures

Annexe 5 : convention type, relative à la formation en milieu professionnel des élèves de lycée professionnel (circulaire du 29/03/016)

Annexe 6 : Mission de formation : « Enseignement de la santé et sécurité au travail »

Annexe 7 : Inspection du travail – Modalité de transmission

Annexe 8 : Formation à la sécurité en direction des élèves

Documents ressources

- **Circulaire n° 2016-053 du 29-3-2016 ayant pour objet : Organisation et accompagnement des périodes de formation en milieu professionnel.**
- **Instruction interministérielle DGT/CT1/DGEFP/DPJJ/DGESCO/DGCS/DGER/DAFSL/2016/273 du 7 septembre 2016,**
- **Décret n° 2015-443 du 17/04/2015**
- **Décret n° 2015-444 du 17/04/2015**

Nouveau :

- **Décret n° 2019-253 du 27 mars 2019 relatif aux procédures d'urgence et aux mesures concernant les jeunes âgés de moins de 18 ans qui peuvent être mises en œuvre par l'inspection du travail**

Documents de Travail

Tableau des travaux réglementés

Fiches des travaux réglementés par filière

Avertissement :

**Ce document contient des indications et des conseils d'ordre pédagogique et réglementaire, mais il ne peut pas se substituer aux textes officiels, notamment l'instruction interministérielle du 7 septembre 2016, les décrets n° 2015-443 & 2015-444 du 17/10/2015
- Version mise à jour novembre 2019 -**

1-Présentation

1.1 Objectifs du guide

Les équipes de direction sont concernées par l'application de l'instruction interministérielle du 7 septembre 2016 et les décrets n° 2015-443 & 2015-444 du 17/04/2015 relatifs à la mise en œuvre des dérogations aux travaux réglementés pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans et de la note de service DGER/SDPFE/2017-216 du 10 mars 2017.

Ce guide leur permettra d'avoir une approche commune et cohérente dans l'organisation et la mise en place des dérogations à l'utilisation des équipements de travail, ou produits dont l'usage est proscrit et réglementé par le Code du Travail.

1.2 Point à retenir

Les décrets n° 2015-443 et n° 2015-444 du 17/04/2015 modifient la procédure de dérogation en passant d'une logique individuelle annuelle à une logique déclarative collective, par lieu de formation, pour une durée de 3 ans.

2-La politique de prévention

2.1 Généralités

Le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 réglemente l'hygiène et la sécurité du travail ainsi que la prévention médicale dans la fonction publique.

Dans les administrations de l'État, nous avons les établissements publics (autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial) et les ateliers des établissements publics, qui dispensent un enseignement technique ou professionnel.

Les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité sont définies à l'article 3 de ce décret pour permettre de préserver la santé des personnes et garantir la sécurité des agents et, **le cas échéant des usagers conformément à son article 2.**

Le décret n° 82-453, conçu initialement pour préserver la sécurité et la santé des agents de l'État pendant leur travail, a ainsi étendu son champ de **protection aux usagers du service public au cas où ces derniers puissent voir leur santé ou leur sécurité dégradée du fait de leur présence ou de leur activité dans les locaux des administrations ou des établissements publics de l'État.**

En vertu du champ d'application défini à l'article 1 de ce décret, les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité, définies à l'article 3, s'appliquent notamment aux établissements publics locaux d'enseignement (EPL). Elles visent à préserver la santé des personnes et à garantir la sécurité notamment des personnels et **des jeunes présents dans ces établissements publics.**

L'article 3 du décret définit ces règles en adoptant celles des livres Ier à V de la quatrième partie du Code du travail et par les décrets pris pour leur application sous réserve des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982.

Pour préserver la santé et garantir la sécurité des personnels et des élèves des établissements publics locaux d'enseignement il est impératif de se conformer, sous réserve des dispositions décret n° 82-453 du 28 mai 1982, aux règles définies aux livres Ier à V de la quatrième partie du code du travail et par les décrets pris pour leur application.

Les articles L.4121-1 à L.4121-3 et L4122-1 du Code du Travail donnent les principes généraux de prévention à mettre en œuvre dans les établissements. Ils prescrivent que chaque établissement mette en œuvre des actions de prévention qui s'appuient sur l'analyse des risques et de sa formalisation dans le document unique d'évaluation des risques (D.U.E.R.).

Le D.U.E.R. est élaboré sur la base d'une évaluation des risques réalisée par les différents acteurs de l'établissement. Il permet par ailleurs une réflexion pédagogique élargie autour des situations d'apprentissages mises en œuvre dans les formations professionnelles en EPLE et en établissement privé sous contrat, qui visent l'obtention de diplômes de niveau V, IV et III.

Les récentes rénovations de diplômes ont favorisé l'intégration d'une dimension éducative en prévention qui vise à faire acquérir aux jeunes, futurs professionnels, une culture de prévention et de sécurité.

Ces contenus de formation impliquent parfois l'utilisation d'équipements de travail et de produits potentiellement dangereux qui nécessitent, suivant les cas, la déclaration d'une dérogation pour les élèves mineurs.

2.2 Les acteurs de la prévention auprès des élèves

2.2.1 Au niveau académique

2.2.1.1 Les inspecteurs Santé et Sécurité au Travail (ISST)

Ils veillent au respect des règles relatives à la santé et à la sécurité au travail dans les établissements d'enseignement du premier et du second degré ainsi que dans les services d'État relevant de leur champ de compétences. Ils contrôlent la conformité à la réglementation, conseillent et proposent les actions à mener, réalisent des expertises en prévention, peuvent participer aux enquêtes sur les lieux d'accident, animent et coordonnent le réseau des assistants et des conseillers de préventions.

2.2.1.2 Le Conseiller de Prévention Académique

Il est placé auprès du Recteur. Il l'assiste et le conseille dans la mise en œuvre des règles de santé et de sécurité au travail visant à prévenir les risques, à faire progresser, dans l'ensemble de l'académie, la connaissance des problèmes de sécurité et des techniques propres à les résoudre.

Il participe notamment avec l'ISST à la définition de la politique académique

en matière de santé et de sécurité au travail, contribue à la mise en œuvre de l'analyse des risques et des programmes de prévention ou des actions académiques de ce domaine, est associé aux travaux des Comités ou commissions Hygiène et Sécurité (CHS) et des CHSCT Académiques et assiste de plein droit à ces réunions.

Enfin, il coordonne le réseau des assistants de prévention des établissements scolaires en liaison avec l'ISST.

Il est également chargé du suivi des visites d'inspection en collaboration avec l'ISST, ainsi que de la gestion des enquêtes annuelles en Santé et Sécurité au Travail.

2.2.1.3 Les Médecins Conseillers Techniques et le Médecin de Prévention

- Le médecin conseiller technique du recteur et le médecin de prévention interviennent tous deux en faveur des personnels : l'un dans le cadre d'une action globale au niveau de l'académie, l'autre investi dans un champ plus spécifique et impliquant une approche directe des situations de terrain.

Le médecin conseiller technique du recteur définit avec les médecins de prévention les objectifs prioritaires, les actions à engager, les moyens à mettre en œuvre et leur répartition ainsi que les dispositifs d'évaluation à élaborer.

Deux principaux champs d'activités : le premier concerne le milieu professionnel pour lequel le médecin de prévention spécialiste de médecine du travail est, en tant qu'expert technique, le conseiller de l'administration et des agents pour l'hygiène, la sécurité, la prévention contre les risques d'accidents de service et de maladies professionnelles, l'amélioration des conditions de vie et de travail. Le deuxième concerne la surveillance médicale des agents.

- Le médecin conseiller technique chargé de la santé des élèves coordonne la réalisation des visites médicales, ayant pour objectif de délivrer **l'avis médical préalable à l'affectation du jeune à des travaux réglementés.**

2.2.2 Au niveau de l'établissement (E.P.L.E./E.P.L.E.F.P.A.)

2.2.2.1 Le chef d'établissement

Pour un établissement public local d'enseignement, c'est le chef d'établissement qui en qualité de représentant de l'État au sein de l'établissement doit notamment prendre toutes dispositions, en liaison avec les autorités administratives compétentes, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement (cf. art.

R. 421-10 du code de l'éducation et art R.811-30 du code rural). Il est aussi responsable de l'ordre dans l'établissement.

À ce titre, les directeurs de centres ont les mêmes obligations que celles de « l'employeur ».

Cette responsabilité est aussi induite par la compétence qui leur est reconnue par la jurisprudence administrative pour prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'administration placée sous leur autorité (CE, section 7 février 1936, Jamart).

Le chef d'établissement a autorité sur l'ensemble des personnels affectés ou mis à disposition de l'établissement. Il prend toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement.

Les dispositions des livres Ier à V de la quatrième partie du Code du travail et celles des décrets pris pour leur application étant appliquées pour préserver la santé et garantir la sécurité des personnels et des élèves des établissements publics **le terme de "travailleur" englobera tant les personnels que les élèves.** Cette extension aux élèves dans les établissements publics d'enseignement reste en totale cohérence avec la définition donnée à l'article L. 4111-5 du Code du travail : "Pour l'application de la présente partie (quatrième partie : santé et sécurité au travail), les travailleurs sont les salariés, y compris temporaires, et les stagiaires, ainsi que **toute personne placée à quelque titre que ce soit sous l'autorité de l'employeur.**

Au titre de l'article L.4121-1 du Code du travail, le chef d'établissement doit prendre « les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs, notamment par le biais d'actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ».

Il doit élaborer et mettre en place une démarche globale de prévention fondée sur l'application des principes généraux de prévention, sur l'identification des dangers et l'évaluation des risques; Il doit programmer des actions de prévention des risques, de formation et d'information et mettre en place une organisation et des moyens adaptés.

La dimension des conditions de travail dont la santé physique et mentale est l'une des composantes doit être prise en compte à tous les niveaux où s'exerce le pouvoir de décision. Cette orientation est susceptible d'engager directement ou indirectement la responsabilité pénale du chef de service.

Les infractions suivantes prévues par le Code pénal peuvent trouver à s'appliquer en matière de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs du fait du non-respect des obligations découlant du Code du travail :

- Infractions involontaires à la vie ou à l'intégrité physique ou psychique (article 121-3 du Code pénal) ;
- Mise en danger grave, immédiate et délibérée d'autrui en cas de violation manifestement délibérée d'une règle particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou par un règlement (article 223-1 du Code pénal).

Ainsi, le manquement à l'obligation d'évaluation des risques et à la mise en place de mesures de prévention pertinentes pourrait engager la responsabilité du chef de service, responsable de la mise en œuvre de la réglementation applicable à la santé et à la sécurité au travail en cas de dommage consécutif à ces manquements.

2.2.2.2 Le secrétaire général dans les E.P.L.E.F.P.A.

Pour l'enseignement agricole le secrétaire général de l'EPLEFPA est le collaborateur direct du chef d'établissement, membre de la communauté éducative et de l'équipe de direction de l'EPLEFPA, Il est le conseiller des directeurs de centre et participe au pilotage de l'établissement.

Il est la personne ressource dans les domaines administratifs, juridiques, budgétaires et financiers. Dans les proportions variables selon la taille des établissements, sa responsabilité implique la mise en œuvre des fonctions transverses de l'EPLEFPA comme l'organisation et l'harmonisation budgétaire, l'analyse financière, la sécurisation des contrats et conventions, l'achat public, la gestion des ressources humaines, l'hygiène et la sécurité, le fonctionnement des instances et la gestion patrimoniale.

2.2.2.3 Le Directeur délégué aux formations Professionnelles et technologiques (DDFPT)

Sous l'autorité du chef d'établissement, le DDFPT est chargé de l'organisation et de la coordination des enseignements technologiques et professionnels ainsi que la gestion des moyens mis en œuvre pour ces enseignements (circulaire n°2016-137 du 11 octobre 2016).

Dans ce cadre, le DDFPT est amené à participer activement au choix et à l'achat des équipements pédagogiques, à l'information sur l'évolution des technologies et des professions, à la conception du plan de formation des personnels de l'établissement, ainsi qu'à la mise en conformité des locaux et des matériels pédagogiques par rapport aux normes d'hygiène et de sécurité.

Il appartient au DDFPT de donner aux enseignants, par écrit et oralement, des consignes de sécurité fermes, claires et complètes pour ce qui concerne l'usage des installations, matériels et des produits. Il lui revient également d'assurer un contrôle permanent de l'état de ces installations, matériels et produits, ainsi que des conditions de stockage.

2.2.2.4 Les assistants de Prévention

Ils assistent et conseillent le chef d'établissement dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité, visant à :

- prévenir les dangers susceptibles de compromettre la santé des agents,
- améliorer les méthodes et les conditions de travail en fonction de l'aptitude physique des agents,
- faire progresser la connaissance des problèmes de sécurité et des Techniques propres à les résoudre,
- veiller à la bonne tenue du registre de santé et de sécurité au travail.

2.2.2.5 Les infirmier (es) et médecins de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole :

Ils sont chargés des actions de préventions individuelles et collectives auprès de l'ensemble des élèves de l'établissement.

2.3 Les outils de prévention de l'établissement

2.3.1 Registre Santé et Sécurité au Travail (R.S.S.T.)

Conformément à l'article 3-2 du décret n°2011-774 modifiant le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail dans la fonction publique, le registre de santé et de sécurité au travail est **obligatoire** et permet à chaque membre de la communauté éducative et à tout usager extérieur de **noter ses observations ou les problèmes qu'ils rencontrent concernant la prévention des risques professionnels** d'une part **l'hygiène et la sécurité de l'établissement** d'autre part. Ce registre s'applique à tous les lieux et aux conditions de travail de l'établissement (voies de circulation internes, internats, réfectoires, équipements sportifs...). Il doit être déposé dans des lieux accessibles à tous (notamment par voie d'affichage). Il est tenu par le ou les assistant(s) de prévention de l'établissement et doit en outre être **vu et signé par le chef d'établissement** lors des réunions de l'équipe de direction.

2.3.2 Document Unique d'Évaluation des Risques (D.U.E.R.)

Le chef d'établissement transcrit, dans un document unique, les résultats de l'évaluation des risques professionnels. Ce document, qui revêt un **caractère obligatoire depuis novembre 2002** (Décret du 5/11/2001), **est mis à jour au moins annuellement** (articles **R.4121-1 à 4** du code du travail et note de service du ministère de l'Agriculture DGA/SDDPRS/2003-1004-DGER/SDACE/C2003-2003 du 25 février 2003).

Le document unique d'évaluation des risques est tenu à la disposition :

- ✓ des personnels;
- ✓ des membres de la commission d'hygiène et de sécurité (CHS) (décret n°2008-263 du 14 mars 2008 pour l'Education nationale) et (CoHS) (décret n°93-605 du 27 mars 1993 pour l'enseignement agricole) ou des instances qui en tiennent lieu ;
- ✓ des membres du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail académique (CHSCT) ;
- ✓ de l'inspecteur santé et sécurité au travail ;
- ✓ du conseiller de prévention académique ;
- ✓ de l'agent de contrôle de l'inspection du travail, pour la partie plateau technique ;
- ✓ du médecin et de l'infirmière chargée du suivi de l'état de santé des jeunes ;
- ✓ du médecin de prévention.

L'évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail.

Le document unique d'évaluation des risques de l'établissement, est l'agrégation de toutes les évaluations réalisées dans les unités de travail.

2.3.3 Programme Annuel de Prévention

Sur la base de l'évaluation des risques professionnels contenue dans le document unique, le chef d'établissement établit un programme annuel de prévention présenté à la CHS pour avis, puis au conseil d'administration pour validation. Il précise, pour chaque réalisation ou action, la personne chargée du suivi, ses conditions d'exécution, le délai d'exécution, et l'estimation de son coût.

Pour l'enseignement agricole, le programme est présenté au CoHS et il est validé par le chef d'établissement.

2.3.4 Rapport annuel

Le chef d'établissement **présente obligatoirement** chaque année à la CHS / CoHS, qui en délibère, un rapport faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des actions menées au cours de l'année écoulée.

Ces outils permettent par ailleurs une réflexion pédagogique élargie autour des situations d'apprentissages mises en œuvre dans les formations professionnelles en EPLE, EPLEFPA et en établissement privé sous contrat, qui visent l'obtention de diplômes de niveau V, IV et III.

2.4 La Commission Hygiène et Sécurité (CHS / CoHS)

La Commission Hygiène et Sécurité est l'organe privilégié où doit être abordé l'ensemble de la politique de prévention de l'établissement. « La mise en place d'une commission hygiène et sécurité est obligatoire dans les lycées professionnels et techniques ainsi que dans les collèges ayant une section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA). Elle est recommandée dans les autres. » (Circulaire n° 93-306 du 26/10/1993 et article L.421-25 du Code de l'Éducation, ordonnance 2007-329)

La CHS /CoHS est donc une instance précieuse pour le chef d'établissement pour promouvoir la formation à la sécurité et contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité dans son établissement.

Ses missions sont :

- Donner des avis et apporter des propositions en vue de promouvoir la prévention et d'améliorer les conditions de santé et de sécurité dans l'établissement,
- Examiner le Programme Annuel de Prévention de l'établissement,
- Examiner le rapport d'activité de l'année antérieure et les suites données aux avis rendus par la CHS/CoHS,
- Analyser les accidents et incidents,
- Suivre les registres relatifs à l'hygiène et la sécurité,
- Visiter régulièrement les locaux de l'établissement.

2.5 Le cadre réglementaire

Les articles **L.4153-8, L.4153-9 du Code du Travail** indiquent qu'il est interdit d'employer des jeunes travailleurs de moins de 18 ans à certains travaux, et qu'il est possible d'y déroger. Les articles **D.4153-15 à D.4153-37** fixent la liste des travaux interdits et réglementés en les classant par catégories cohérentes d'exposition à des risques professionnels et non plus par référence à des métiers.

La directive européenne n°94/33 du 22/10/1994, relative à la protection des jeunes au travail, fixe l'âge minimum de délivrance des dérogations par référence à la notion d'adolescent, défini comme «tout jeune âgé de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans et qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein imposée par la législation nationale».

Décret n° 2015-443 du 17/04/2015, relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L.4153-9

pour les jeunes âgés de moins de 18 ans. **Dorénavant la dérogation concerne le lieu de formation pour une durée de 3 ans.** Parmi les conditions figurent en particulier l'obligation d'assurer l'encadrement du jeune en formation durant l'exécution de ces travaux. **Seuls les élèves et étudiants âgés de 15 ans au moins et de moins de 18 ans, préparant un diplôme professionnel ou technologique sont concernés.**

Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif, aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans.

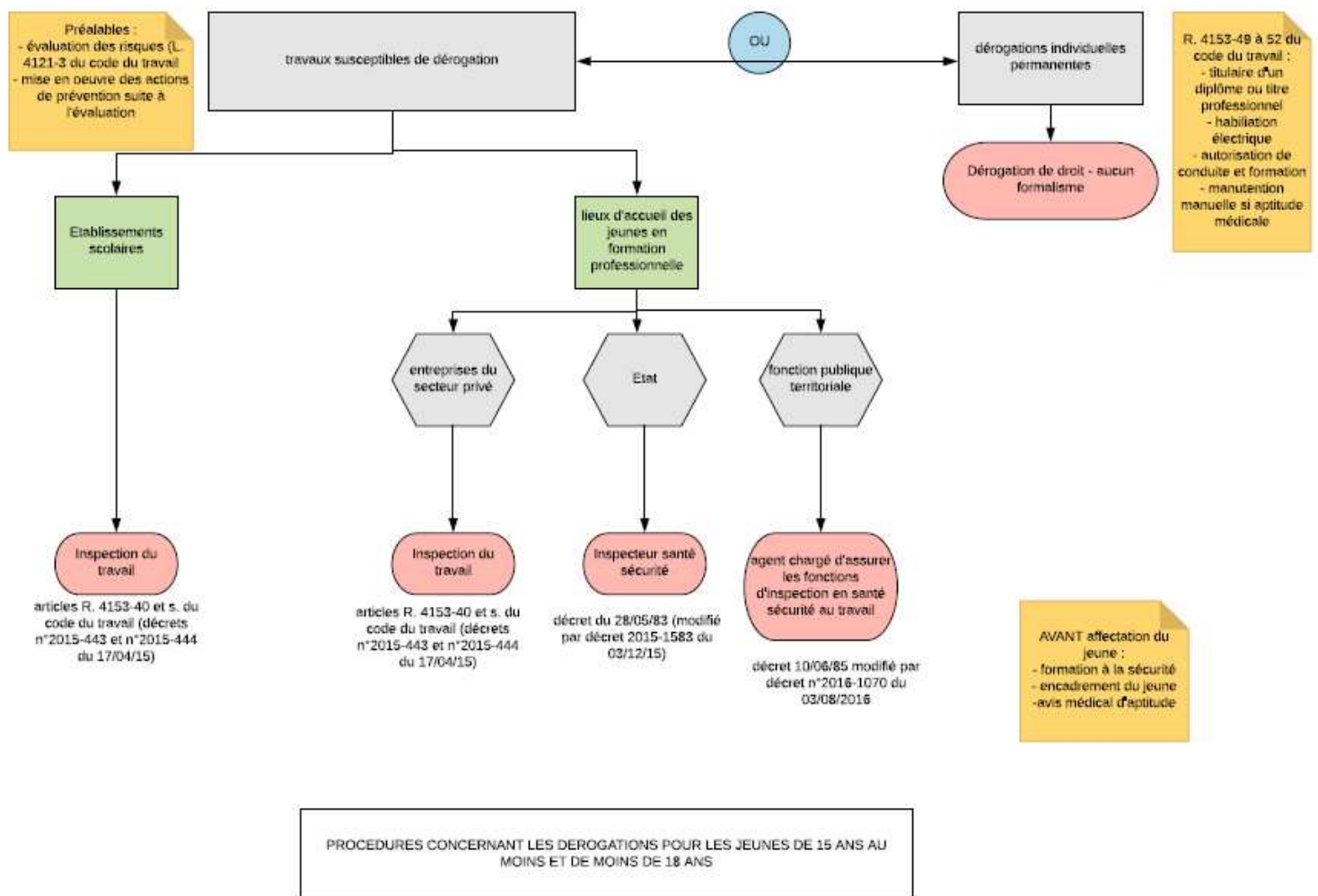
Instruction interministérielle du 7 septembre 2016 relative à la mise en œuvre des dérogations aux travaux réglementés pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de 18 ans. L'employeur ou le chef d'établissement s'assure qu'un avis médical d'aptitude a été délivré au jeune préalablement à son affectation aux travaux interdits susceptibles de dérogation en application de l'article L.4153-9. Seul le médecin chargé du suivi médical des élèves ou étudiants est habilité à délivrer cet avis médical.

Code du travail, notamment les articles L.4111-1 à L.4111-5 et L.4153-1 à L.4153-9.

Code de l'éducation, notamment les articles L.331-4, L.336-1 et L.337-1.

Code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L. 312-1, V. (il s'agit des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 711-1, L. 715-1, L. 811-1, L. 811-2, L. 813-1, L. 813-2, L. 813-8 et L. 813-9 ainsi que les articles R. 715-1 à R. 715-4, D. 717-38 et R. 813-42.



3-Mise en œuvre des dérogations aux travaux réglementés pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de 18 ans en milieu scolaire (décret N° 2015-443 du 17/04/2015)

3.1 Principe de dérogation

La déclaration de dérogation octroyée pour les besoins de la formation, est attachée au lieu d'accueil du ou des jeunes, et ce pour une durée de 3 ans.

Seuls les lieux (salle, atelier, chantier...) où les jeunes peuvent être affectés à des travaux réglementés font l'objet de la demande de dérogation ; le lieu et la nature de la formation devront être clairement et précisément définis afin de permettre le contrôle de l'inspection.

Chaque responsable de lieu de formation (chef d'établissement chef d'entreprise) doit adresser une déclaration de dérogation auprès de l'inspection du travail. (article R.4153-41)

Il appartient au chef d'établissement de s'assurer que l'employeur qui accueille des élèves, des étudiants ou des jeunes en stage a adressé une déclaration de dérogation en fonction du lieu de PFMP à l'inspection du travail, ou l'inspecteur santé et sécurité au travail compétent de la fonction publique D'État ou à l'agent chargé de la fonction d'inspection santé et sécurité au travail compétent de la fonction publique territoriale, gage de sécurité pour les jeunes.

3.1.1 Public concerné

Seuls sont concernés les élèves ou étudiants, de 15 ans au moins et de moins de 18 ans, en formation, conduisant à la délivrance d'un diplôme professionnel ou technologique (Certificat d'Aptitude Professionnelle, Bac Pro, Mention Complémentaire, Bac Technologique, Brevet de Technicien Supérieur).

3.1.2 Champs d'exclusion

Les élèves de moins de 15 ans ne peuvent en aucun cas être affectés aux travaux réglementés.

Les travaux réglementés sont totalement proscrits, pour les élèves ne préparant pas un diplôme professionnel ou technologique, à la fois dans l'établissement scolaire et au cours des visites d'information, des séquences d'observations et des stages d'initiation ou des stages d'application.

3.2 Procédure de dérogation

Une déclaration de dérogation auprès de l'inspection du travail ou de l'agent chargé de la fonction d'inspection en santé et sécurité au travail dans la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale doit être faite par l'employeur et par le chef d'établissement, chacun en ce qui le concerne. [...***Il appartient néanmoins au chef d'établissement de s'assurer que l'employeur qui accueille des élèves, des étudiants ou des jeunes en stage a effectivement adressé une déclaration de dérogation, gage de sécurité pour les jeunes. Il est souhaitable que cette déclaration soit visée dans la convention de stage...***]

3.2.1 Conditions préalables à la déclaration de dérogation: (Code du travail :R 4153-40 et L4121-1 et L4121-3)

- Avoir procédé à l'évaluation des risques (D.U.E.R.) .
- Avoir, à la suite de cette évaluation mis en œuvre les actions de prévention réglementaires (programme annuel de prévention de l'établissement). La démarche d'évaluation des risques, engagée par le chef d'établissement pour le lieu de formation est essentielle afin de définir précisément les risques encourus par les jeunes en formation professionnelle ainsi que les actions mises en œuvre pour y remédier.
- Avoir dispensé l'information et la formation sur les risques pour la santé et la sécurité et les mesures prises pour y remédier et celles prévues dans le cadre de la formation professionnelle dispensée, adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle et en avoir organisé l'évaluation.
- Assurer l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente et en mesure de s'assurer de l'exécution correcte des travaux dans les

conditions de sécurité. Il s'agit des personnes présentes et en mesure de s'assurer de l'exécution correcte des travaux, dans les conditions de sécurité, et d'intervenir auprès du jeune mineur le cas échéant. Elles doivent être compétentes pour assurer le suivi de la formation professionnelle et la sécurité du jeune et disposer de moyens nécessaires pour le faire.

Les documents justifiant du respect de ces conditions y compris le D.U.E.R. doivent être tenus à disposition de l'Inspecteur du travail ou de l'agent chargé de la fonction d'inspection en santé et sécurité au travail de la fonction publique.

3.2.2 Contenus de la déclaration de dérogation

La déclaration de dérogation de l'employeur ou du chef d'établissement de formation mentionne :

- a) le secteur d'activité de l'entreprise ou de l'établissement,
- b) les formations professionnelles assurées,
- c) les différents lieux de formation connus,
- d) les travaux interdits susceptibles de dérogation ; les machines requises pour ces travaux, qui sont visées à l'article D.4153-28 du Code du travail (machines listées à l'article R.4313-78 ainsi que celles comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail et qui ne peuvent pas être rendus inaccessibles pendant leur fonctionnement) et, en cas d'exécution de travaux de maintenance, les travaux en cause et les équipements de travail mentionnés à l'article D.4153-29,
- e) la qualité ou la fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer les jeunes pendant les travaux dangereux.

Cette déclaration est adressée à l'inspection du travail par tout moyen conférant date certaine et elle est actualisée en cas de modification des informations mentionnées aux points a), b), et d), dans les 8 jours.

En cas de modification des informations mentionnées aux points c) et e), ces nouvelles informations sont tenues à la disposition de l'inspecteur du travail.

3.2.3 Liste des informations tenues à la disposition des agents de contrôle

L'employeur qui déclare déroger tient à la disposition de l'inspection du travail, pour chaque jeune, à compter de son affectation des travaux en cause, les informations relatives à :

- l'identité du jeune,
- l'identité et qualité (ou fonction) du ou des encadrants,
- la formation professionnelle suivie (durée, lieux connus),
- les informations et formations à la sécurité dispensées, (Art L.4141-1 à L.4141-3)
- l'avis médical d'aptitude.

3.2.4 L'avis médical préalable à l'affectation du jeune à des travaux réglementés.
(article R.4153.40 du Code du travail)

Avant l'affectation des jeunes à des travaux réglementés il relève de la responsabilité du chef d'établissement de s'assurer que l'avis médical d'aptitude a été délivré au jeune préalablement.

Cet avis porte sur la capacité du jeune à suivre une formation professionnelle nécessitant d'utiliser certains équipements de travail, appareils, produits dangereux ou nocifs.

Cet avis est délivré à l'issue d'un examen médical qui doit permettre au médecin de vérifier la compatibilité de l'état de santé du jeune avec les travaux nécessaires à sa formation professionnelle ce qui suppose une certaine connaissance de la nature des travaux et tâches à effectuer. Le référentiel de formation correspondant à la demande d'affectation apporte des précisions indispensables au médecin.

Seuls les médecins employés par le ministère de l'éducation nationale peuvent émettre un avis pour les jeunes relevant des établissements de l'éducation nationale.

L'avis rendu par un médecin traitant ne peut donc pas être pris en compte dans cette procédure.

Cet avis médical vaut pour l'établissement de formation ainsi que dans l'entreprise. Un seul avis médical par jeune est donc nécessaire, il porte sur la capacité du jeune à suivre la formation professionnelle choisie telle qu'elle est définie par le référentiel de formation.

Concernant l'organisation de la visite médicale, Dr Lebot et Dr Baranes se tiennent à votre disposition.

Pour l'enseignement agricole, l'avis médical préalable à l'affectation du jeune à des travaux réglementés est délivré dans les mêmes conditions. Une convention est signée avec des médecins.

3.3 Renouvellement de la demande de déclaration de dérogation pour les lieux de formation

Elle suit les mêmes règles que la demande initiale quant aux conditions à remplir et aux éléments à fournir à l'inspection du travail ou à l'agent chargé de la fonction d'inspection en santé et sécurité au travail de la fonction publique.

Elle doit intervenir 3 mois avant l'expiration de la demande de déclaration de dérogation en cours de validation.

Pour rappel les demandes de renouvellement de dérogation sont à faire tous les 3 ans.

3.4 Les contrôles de l'inspection du travail

À l'occasion des visites d'entreprises, les agents de contrôle veilleront à l'application de cette réglementation visant à garantir la santé et la sécurité des jeunes travailleurs de moins de 18 ans. Ils pourront également intervenir dans le cadre de leur mission de conseil, notamment dans les établissements d'enseignement professionnel.

L'emploi d'un mineur à des travaux interdits ou réglementés en méconnaissance des conditions énoncées par les articles L.4153-8 et L.4153-9 du Code du travail et les décrets pris pour leur application, est passible d'une amende prévue pour les contraventions de 5^e classe (R.4743-3 et R.4743-4), sans préjudice des sanctions prévues par l'article L.4741-1 du même code, en cas de manquement aux règles protectrices de la santé et de la sécurité définies à la quatrième partie du Code du travail (règles applicables aux équipements de travail et moyens de protection,...).

L'emploi d'un travailleur mineur à des travaux interdits ou réglementés est aussi passible d'une amende (L. 4753-2) et d'une sanction pénale (L. 4741-1 1)

L'ordonnance n° 2016-413 du 7 avril 2016 permet à l'inspection du travail de mettre en place des procédures d'urgences et des mesures concernant les jeunes âgés de moins de dix-huit ans, notamment le retrait d'affectation à certains travaux, la suspension et la rupture de la convention de stage.

Le décret n°2019-253 du 27 mars 2019 est pris pour l'application des articles L.4733-1 à L.4733-12 du Code du travail, issus de l'ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016. Ce décret détermine, d'une part, les conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence relative au retrait d'affectation des jeunes travailleurs de moins de 18 ans, lorsque l'inspection du travail constate soit qu'ils sont affectés à des travaux interdits, soit qu'ils sont affectés à des travaux réglementés et placés dans une situation les exposant à un danger grave et imminent pour leur vie ou leur santé. Il prévoit, d'autre part, les conditions de mise en œuvre des mesures relatives à la suspension et à la rupture du contrat de travail ou de la convention de stage des jeunes travailleurs de moins de 18 ans, lorsque l'inspection du travail constate un risque sérieux d'atteinte à leur santé, leur sécurité ou à leur intégrité physique ou morale.

3.5 Les dérogations individuelles permanentes pour les jeunes travailleurs âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans

Les dérogations individuelles permanentes constituent des autorisations de droit lorsque les conditions fixées aux articles R. 4153-49 à R. 4153-52 du code du travail sont réunies.

En conséquence, aucune formalisation auprès de l'inspection du travail n'est requise pour affecter des jeunes travailleurs aux travaux réglementés.

Ces dérogations permanentes sont individuelles, les conditions à satisfaire dépendent de la situation particulière de chaque jeune.

Sont concernés les jeunes travailleurs :

- titulaires d'un diplôme ou d'un titre professionnel. Ils peuvent être affectés à des travaux réglementés, dans la mesure où ces travaux correspondent à l'activité professionnelle qu'ils exercent et où le médecin du travail ou le médecin chargé de leur suivi émet un avis favorable (article R. 4153-49) ;

- habilités à être affectés à des travaux électriques, dans les limites de cette habilitation (article R. 4153-50);

- titulaires d'une autorisation de conduite et formés à cet effet, afin de conduire des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage (article R. 4153-51), sous réserve de leur aptitude médicale;

- affectés à des travaux comportant des manutentions manuelles excédant 20 % de leur poids si leur aptitude médicale à ces travaux a été constatée (article R. 4153-52 du code du travail).